

Sylvie PIONCHON, Grégory DERVILLE, *Les femmes et la politique*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Le politique en plus, 2004, 215 p.

Sylvie Thiéblemont-Dollet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5552>
DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5552
ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2005
Pagination : 460-461
ISBN : 978-2-86480-859-6
ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Sylvie Thiéblemont-Dollet, « Sylvie PIONCHON, Grégory DERVILLE, *Les femmes et la politique* », *Questions de communication* [En ligne], 7 | 2005, mis en ligne le 22 mai 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5552> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5552>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Sylvie PIONCHON, Grégory DERVILLE, *Les femmes et la politique*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Le politique en plus, 2004, 215 p.

Sylvie Thiéblemont-Dollet

RÉFÉRENCE

Sylvie PIONCHON, Grégory DERVILLE, *Les femmes et la politique*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Le politique en plus, 2004, 215 p.

- 1 En complément au dossier de la présente livraison de *Questions de communication* « Espaces politiques au féminin », cet ouvrage apporte d'utiles précisions. Depuis qu'en France elles ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité le 21 avril 1944, les femmes ont lentement investi le champ de la politique, « bien plus, en tous les cas, que [...] les autres domaines de l'espace public » (p. 5). Sylvie Pionchon et Grégory Derville en font la démonstration dans les cinq parties qui structurent l'ouvrage, rappelant que « la présence féminine en politique n'est pas acquise au point d'apparaître banale et ordinaire : elle continue de faire question et d'être vécue et décrite comme une transgression » (p. 96).
- 2 Ainsi le premier chapitre donne-t-il le ton et clôt-il, d'emblée, toute discussion. Chiffres à l'appui (graphiques, données du ministère de l'Intérieur, enquêtes du Cévipof, Insee, etc.), les deux chercheurs affirment l'emprise de l'univers masculin dans l'espace politique et les nombreuses difficultés que les femmes rencontrent non seulement pour y pénétrer, mais aussi pour s'y asseoir et enfin y progresser : « Plus un poste est convoité, car important dans la perspective d'une carrière politique [...], et plus il y a de chances pour que les hommes se le disputent âprement... au détriment des femmes » (p. 59). Toutefois, au fil des pages, le lecteur apprend que la féminisation du domaine politique s'observe au niveau de la haute fonction publique ou au sein des cabinets ministériels. Ce qui semble signifier – ce que les auteurs ne manquent pas de souligner,

à plusieurs endroits du texte – que la prééminence du niveau d'études chez les femmes (diplômées du supérieur) est un facteur déterminant pour l'intérêt porté envers « la chose publique ». En tout état de cause, de tels propos mériteraient plus de nuances et gagneraient en crédibilité s'ils ouvraient au débat : la présence constante de données chiffrées interprétées par les auteurs et/ou de témoignages recueillis en 1997 (32 entretiens semi-directifs, 10 hommes et 22 femmes, menés par Sylvie Pionchon : voir Sylvie Pionchon, *Les femmes et la politique. Éléments d'explication d'une sous-représentation*, thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Grenoble, 2001) peut, parfois, laisser le lecteur dubitatif.

- 3 La démarche est identique lorsque, après avoir précisé que si « l'engagement associatif [...] fournit à de nombreuses femmes une occasion de s'impliquer dans la vie publique » (p. 22), les auteurs limitent l'argumentation à l'investissement des femmes plutôt dans ce qui relève de la gestion domestique, alors que les hommes détiennent le pouvoir de décision et de représentation symbolique (p. 26). Au vu des graphiques proposés, le lecteur ne peut mettre en doute l'analyse, mais il est en droit de rappeler que, dans ce cas de figure, les données (1992) – bien que pertinentes – ne sont plus toutes d'actualité. Dès lors, les conclusions nécessiteraient d'être revues. Sauf qu'à n'en pas douter, l'ouvrage s'inscrit dans une perspective militante, voire provocatrice, comme en témoigne la simulation que les auteurs proposent en inversant les rôles entre les hommes et les femmes politiques : « Nous aurions une présidente de la République, une Première ministre, 74 % de femmes ministres, 77,5 % de femmes au sein des cabinets ministériels, 88 % de femmes députées, 89 % de sénatrices, 90 % de conseillères générales (et 101 présidentes de conseil général sur 102), 75 % de conseillères régionales, [...]. On devine aisément le choc que cela causerait » (p. 60). Néanmoins, même s'ils ont été souvent cités dans les médias ou dans des textes scientifiques, les exemples illustrant les inégalités qu'ont subies et subissent encore les femmes ont le mérite d'être véritablement rassemblés (chapitre 2) ; ce qui offre un précieux outil de travail. De même, si les chapitres 3 et 4, consacrés aux processus de discrimination dans l'univers politique, sont peu novateurs, ils n'en demeurent pas moins un bilan utile. Ainsi les auteurs passent-ils en revue les modes de recrutement de l'élite politique sous la Ve République, peu favorables aux femmes (École nationale d'administration, hésitation des partis face aux candidatures féminines politiques ; autorisation du cumul des mandats déjà détenus par les hommes et, par conséquent, fonctionnement des réseaux périphériques du pouvoir). Ensuite, ils décrivent les discriminations sexistes dont elles sont – ou ont été – l'objet (*e.g.* pp. 81-97, pp. 131-134), quels que soient leur appartenance politique et leur niveau d'engagement (militantes de base, ministres).
- 4 Bien que cet état des lieux ne soit pas nouveau, Sylvie Pionchon et Grégory Derville ont assurément le mérite de le recentrer habilement et de faire en sorte qu'il dérange toujours autant, même si, à les lire, « depuis quelques années, le diagnostic est à relativiser de façon sensible » (p. 73). De ce fait, ils usent de multiples exemples et témoignages de femmes politiques, pour la plupart extraits de la presse et de l'enquête menée par Sylvie Pionchon (voir *supra*), et des atouts de la typographie (emploi du gras), pour mettre en perspective les discriminations que ces dernières endossent : division sexuelle du travail politique puisque la femme a, à les lire, un rôle essentiel dans la sphère familiale et privée, comme s'il « existait un gêne de l'aspirateur ou de la lessive dont les hommes seraient dépourvus » (p. 110) ; interrogations récurrentes sur sa vie privée ; difficulté à être prise au sérieux ; galanterie condescendante et

paternaliste ; renvoi au corps comme « objet sexuel » ; grivoiserie, injure sexuelle et instrumentalisation. Ce dernier aspect demeure certainement l'un des plus pervers du système parce qu'il est difficilement visible et qu'il cache d'indignes manœuvres. Par exemple, la femme peut être placée sur le devant de la scène pour servir l'image progressiste d'un parti ou d'un mouvement. Pur alibi ou simple figurante, elle est le jouet d'enjeux dont elle n'a pas connaissance. Quoi qu'il en soit, « la femme est d'autant mieux acceptée qu'elle cesse d'être regardée comme une femme » (p. 88), c'est-à-dire dès qu'elle a dépassé ce que Mariette Sineau appelle « l'âge social de la séduction » (*Des femmes en politique*, Paris, Éd. Economica, 1988, pp. 49-50).

- 5 Les deux chercheurs énoncent aussi les avantages et les inconvénients de la loi sur la parité, mais ils le font en pointillé, au regard du sujet traité. Les éléments qu'ils avancent auraient mérité plus amples développements et illustrations, telle « la stratégie de retournement de stigmaté » qu'ils convoquent (Erving Goffman) à propos du genre féminin, et dont certaines femmes ont su user en leur faveur comme atout et ressource (p. 102). Là où l'étude gagne en pertinence (voir enquête citée *supra* où les personnes interrogées défendent ce stéréotype) c'est dans la présentation des résultats à ce sujet. Ils montrent que si une femme fait de la politique, il lui sera demandé de promouvoir une vision féminine, à savoir qu'elle sera reconnue en tant que femme politique, seulement si elle se charge de représenter la population féminine (p. 147). La fin du dernier chapitre mène à une thématique intéressante qui consiste à prouver que les femmes qui s'adonnent à la politique ont toujours le souci de l'Autre (p. 183) : il s'agirait d'une perception qu'elles auraient intériorisée, à partir de leurs expériences du quotidien, et de la réunification de leur vision des sphères privée et publique.
- 6 Le *leitmotiv* qui sous-tend l'ouvrage – « la politique est une activité virile » (p. 122) – s'inscrit dans un schéma patriarcal quasiment universel (valant largement pour la France). Une conception légitime du point de vue linguistique, car le masculin l'emporte sur le féminin, « l'utilisation du masculin comme genre [...] universel ne fait que « renforcer l'invisibilité des femmes politiques [et] le partage inégal du pouvoir politique entre les sexes » (p. 124). Au fond, largement inspiré des travaux de Mariette Sineau (*Des femmes en politique*, Paris, Éd. Economica, 1988 ; *Profession : femme politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001 ; « Municipales 2001 ; Le banc d'essai de la parité », 15, *Lunes*, 2001, pp. 6-11 ; « Quel avenir pour les femmes dans la sphère politique ? », 21, *Lunes*, 2002, pp. 6-12), cet ouvrage est une synthèse intéressante même si, parfois, elle se moule dans un format un tant soit peu scolaire.

INDEX

oeuvrecitee Femmes et la politique (Les) – (Sylvie Pionchon et Grégory Derville, 2004)

AUTEURS

SYLVIE THIÉBLEMONT-DOLLET

Université Nancy 2

CREM, université Paul Verlaine-Metz

Sylvie.Thieblemont@univ-nancy2.fr